

**PLAN STRATÉGIQUE POUR L'INDONÉSIE
(2017–2020)**



PROJET

**Consultation informelle
5 septembre 2016**

**Programme alimentaire mondial
Rome, Italie**

Résumé

La croissance économique des 10 dernières années en Indonésie a permis de diviser par deux la proportion de la population du pays souffrant de la faim et vivant dans l'extrême pauvreté. Il est désormais possible de parvenir à garantir à tous les Indonésiens la sécurité alimentaire ainsi qu'une meilleure nutrition, en particulier si la capacité du Gouvernement à lutter contre la malnutrition, à s'adapter au changement climatique et à se préparer aux catastrophes est renforcée.

La souveraineté alimentaire et la nutrition sont au cœur du Plan national de développement à moyen terme pour 2015-2019. Le Gouvernement sollicite le soutien du PAM pour deux de ses cinq priorités, à savoir: améliorer la nutrition et la qualité de l'alimentation, et atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire.

Le présent plan stratégique de pays (2017-2020), qui expose l'appui que le PAM propose d'apporter au Gouvernement indonésien, s'appuie sur un examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisé par un institut de recherche national, et intègre les observations en retour formulées par le Gouvernement, la société civile, le secteur privé et les partenaires du développement. Le Gouvernement, tout comme les conclusions issues de l'examen stratégique et de l'évaluation du portefeuille de pays (2009–2013) préconisaient que le PAM cesse les distributions directes de vivres, sauf en cas d'intervention d'urgence de niveau 3, et se concentre plutôt sur le conseil en matière de politiques, le développement des capacités et le partage des connaissances afin d'appuyer les investissements du Gouvernement dans la sécurité alimentaire, la nutrition et la préparation aux crises.

Dans le but de réduire de 11 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave, quatre activités seront menées au titre du présent plan stratégique de pays pour obtenir trois effets directs stratégiques.

Effet direct stratégique 1: Réduction de l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an, en donnant la priorité aux populations et aux régions les plus vulnérables grâce à une approche fondée sur des données probantes.

- Activité 1: Aider le Gouvernement à recueillir et à analyser des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition afin d'optimiser les politiques et les programmes (Objectif stratégique 3/résultat stratégique 1).

Effet direct stratégique 2: Augmentation de la proportion de consommateurs indonésiens adoptant un régime alimentaire plus équilibré, permettant à l'Indonésie d'atteindre d'ici à 2019 sa cible nationale en matière de diffusion des habitudes alimentaires souhaitables (92,5 pour cent).

- Activité 2: Promouvoir l'adoption d'un régime alimentaire équilibré pour lutter contre la dénutrition et le surpoids.
- Activité 3: Améliorer l'efficacité et l'impact nutritionnel des programmes nationaux de protection sociale.

Effet direct stratégique 3: Renforcement des moyens logistiques d'urgence de l'Indonésie pour lui permettre de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée.

- Activité 4: Améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions par la mise en place d'un réseau intégré de plateformes logistiques.

Le PAM s'emploiera à obtenir ces effets directs stratégiques en collaboration avec un vaste éventail d'acteurs. Son principal partenaire est le Gouvernement. Le PAM coopérera et se concertera en outre avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'initiative Global Pulse du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant les données, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le réseau du mouvement Renforcer la nutrition, des organisations de la société civile et des organes des médias locaux et internationaux, l'agence humanitaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Office of Foreign Disaster Assistance des États-Unis d'Amérique.

Le présent plan stratégique de pays concorde avec les résultats stratégiques 1, 2 et 4 énoncés dans le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 et les objectifs de développement durable 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) et 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser). Il a été conçu en conformité avec le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement. Le présent plan stratégique de pays pour 2017-2020 a obtenu la note 2a pour ce qui est du marqueur de l'égalité hommes-femmes.

Analyse du pays

Contexte

1. L'Indonésie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comptant 250 millions d'habitants, qui se classait au 110^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2015 et au 57^{ème} rang sur 104 pays d'après l'indice de la faim dans le monde de 2015. L'Indonésie a réussi en 2015 à atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement en divisant par deux la proportion de sa population vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim. D'après les projections de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la prévalence de la sous-alimentation va diminuer pour passer à 7,6 pour cent en 2014-2016, contre 19,7 pour cent en 1990-1992. La plupart des indicateurs relatifs à la croissance économique, à l'espérance de vie et à l'éducation sont positifs, mais la malnutrition, et en particulier le retard de croissance, sont encore largement répandus.
2. Entre 2000 et 2014, l'Indonésie a vu son économie croître de 5,5 pour cent en moyenne par an, ce qui l'a placée en tête des pays d'Asie du Sud-Est; le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités, est passé de 0,31 en 2003 à 0,41 en 2013. En 2014, 28 millions de personnes vivaient dans la pauvreté. Leur proportion a diminué, reculant de 18,2 pour cent en 2002 à 10,9 pour cent en 2014, mais le taux de réduction s'est ralenti, passant de 7 pour cent en 2007 à 5 pour cent en 2013¹. La baisse des taux de pauvreté des ménages dirigés par un homme a été plus rapide et plus marquée que dans le cas des ménages dirigés par une femme.
3. Le développement humain a progressé plus lentement que le développement économique: en 2014, seulement 1,1 pour cent du produit intérieur brut a été consacré à la santé et 1,2 pour cent à la protection sociale, ce qui représente des proportions plus faibles que dans les autres pays de la région. Un tiers de la population n'avait accès ni à l'eau de boisson salubre ni à l'assainissement².
4. L'Indonésie a presque atteint son objectif de scolarisation de 100 pour cent des enfants dans l'enseignement primaire: 92 pour cent des garçons et 93 pour cent des filles étaient scolarisés en 2012, mais le taux d'abandon des filles est sensiblement plus élevé que celui des garçons, surtout dans le cycle secondaire, en raison notamment de mariages précoces et de contraintes financières et culturelles. Dans les régions rurales reculées, 6,8 millions d'enfants, pour la plupart en âge d'être scolarisés dans le cycle secondaire, ne vont pas à l'école.
5. L'Indonésie se classe au 110^{ème} rang sur 155 pays selon l'indice d'inégalité entre les sexes³. La mortalité maternelle, les mariages d'enfants et les inégalités d'accès aux actifs productifs influent sur la nutrition et la sécurité alimentaire des femmes, des hommes, des garçons et des filles les plus vulnérables. L'égalité des sexes est encouragée, et parmi les mesures visant à autonomiser les femmes figurent celles inscrites dans les nouveaux engagements pris en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD).
6. L'aide publique nette au développement (APD) a diminué, chutant de 1,0 milliard de dollars É.-U. en 2009 à 53,3 millions de dollars en 2013; les dons au titre de l'APD sont restés stables à 1,4 milliard de dollars sur la même période. Le Gouvernement s'oriente vers des partenariats plus équilibrés avec les acteurs du développement. Il a indiqué qu'il allouera un financement de contrepartie aux activités portant sur ses priorités de développement et s'emploie à mettre en place un mécanisme juridique lui permettant de faire des contributions directes aux programmes des Nations Unies dans le pays. Un examen à mi-parcours permettra de déterminer si le PAM doit réévaluer la faisabilité du maintien de sa présence en Indonésie.

¹ Bureau central de la statistique.

² Ministère de la santé. 2014. Enquête de base sur la santé, 2013. (*Riset Kesehatan Dasar [Riskesdas]* en bahasa indonésien); disponible à l'adresse: <http://terbitan.litbang.depkes.go.id/penerbitan/index.php/blp/catalog/book/64>.

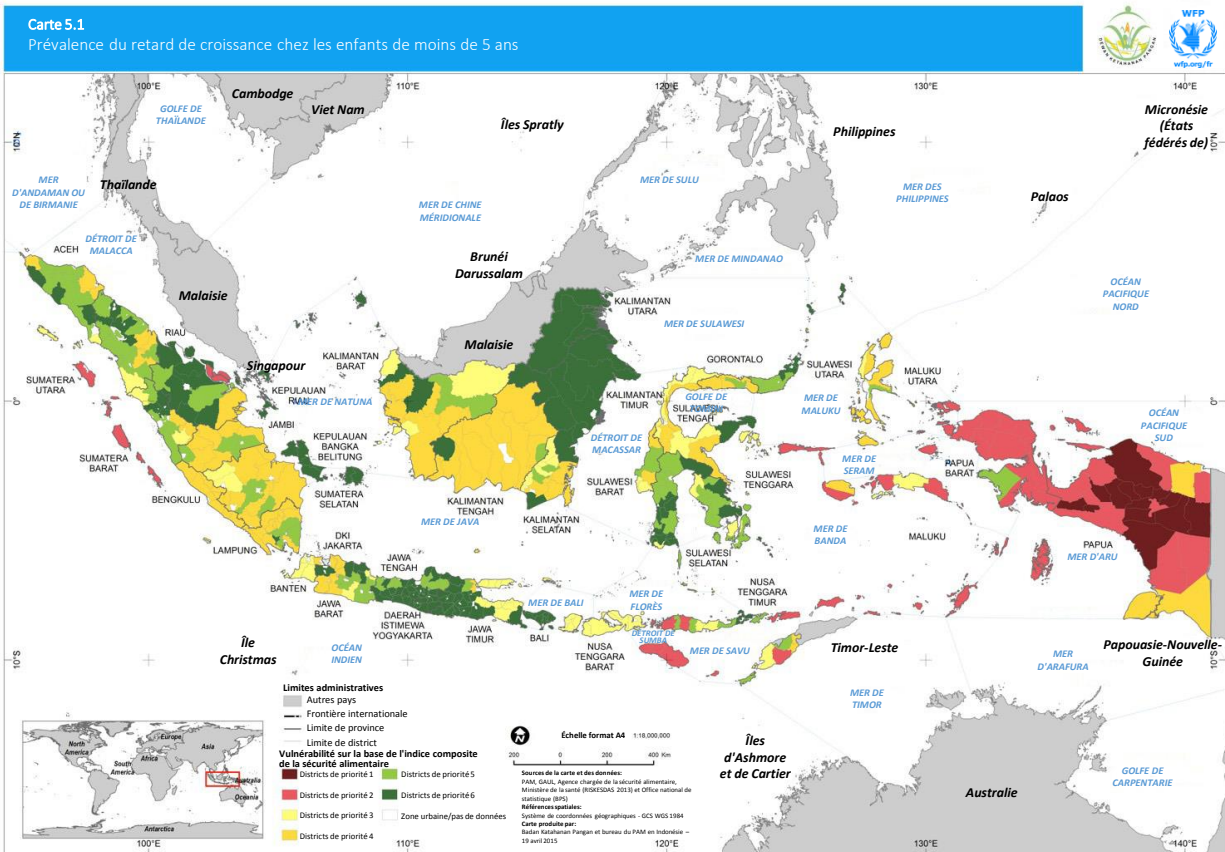
³ Programme des Nations Unies pour le développement. Work for human development. Briefing notes for countries on the 2015 Human Development Report. Indonésie. http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/IDN.pdf.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

7. Le score de l'Indonésie selon l'indice de la faim dans le monde établi par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires a reculé, passant de 25,3 en 2000 à 22,1 en 2015; la Malaisie, la Thaïlande et le Viet Nam ont réduit plus rapidement et plus fortement les niveaux d'insécurité alimentaire de leurs pays.
8. En 2015, il a été constaté que 58 des 398 districts ruraux étaient gravement exposés à l'insécurité alimentaire, mais que la sécurité alimentaire s'était globalement améliorée entre 2009 et 2015. Ces progrès risquent de stagner si l'on ne s'attaque pas aux problèmes que posent l'accès à la nourriture, la malnutrition et la vulnérabilité aux aléas climatiques.

Accès à la nourriture

9. L'Indonésie aspire à devenir autosuffisante en riz, maïs, soja, viande de bœuf et sucre. Des efforts sont en cours pour accroître la production, mais l'épisode récent du phénomène El Niño a montré que l'agriculture et les moyens d'existence demeurent fragiles face aux phénomènes météorologiques extrêmes. En outre, de nombreuses personnes pauvres n'ont pas accès à une alimentation nutritive diversifiée.
10. La pauvreté et l'instabilité des prix des produits alimentaires entravent l'accès à la nourriture, surtout dans les zones reculées. La plupart des Indonésiens, y compris 60 pour cent des agriculteurs de subsistance, achètent leur nourriture sur les marchés. Une étude comparative menée en 2013 par le PAM et le Ministère de la santé sur le coût d'un régime alimentaire nutritif a révélé que seulement 25 pour cent des ménages du district de Timor Tengah Selatan avaient les moyens de couvrir leurs besoins nutritionnels, contre 80 pour cent de ceux de Surabaya à Java-Est.
11. Au cours des 10 dernières années, la proportion du revenu consacrée à l'alimentation a diminué, mais les dépenses liées aux aliments transformés ont augmenté, signe de l'importance accrue du secteur privé dans la sécurité alimentaire et la nutrition, qu'il s'agisse de producteurs locaux d'aliments ou d'entreprises nationales et multinationales. La progression de la consommation d'aliments transformés, due en partie à l'urbanisation et à la participation croissante des femmes dans la force de travail, contribue à l'augmentation rapide de la proportion des personnes en surpoids ou obèses. La consommation alimentaire se diversifie lentement: le score national de diversité du régime alimentaire est passé de 75,7 en 2009 à 81,4 en 2013.



12. L'enquête de base sur la santé de 2013 a révélé une crise nutritionnelle: chez les enfants de moins de 5 ans, la prévalence de l'insuffisance pondérale a augmenté, se chiffrant à 18,4 pour cent en 2007 pour atteindre 19,6 pour cent en 2013, tandis que la prévalence du retard de croissance passait de 36,8 pour cent à 37,2 pour cent sur la même période (36,2 pour cent chez les filles et 38,1 pour cent chez les garçons). L'émaciation a reculé, passant de 13,6 pour cent en 2007 à 12,1 pour cent en 2013 (13,3 pour cent chez les garçons et 11,5 pour cent chez les filles), mais elle reste à un niveau alarmant selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Dans le même temps, 12 pour cent des enfants de moins de 5 ans étaient en surpoids, et la proportion de personnes âgées de plus de 15 ans en surpoids ou obèses a fortement augmenté, passant de 18,8 pour cent à 26,6 pour cent. Près d'un quart des femmes en âge de procréer souffraient d'anémie.
13. La malnutrition est omniprésente, mais sa prévalence est plus forte dans les zones où les infrastructures sont peu développées et où l'accès aux écoles, aux marchés et aux hôpitaux est limité. Ce sont les ménages dépendant de l'agriculture de subsistance ou vivant dans des bidonvilles où l'assainissement est insuffisant qui accusent les taux de malnutrition les plus élevés.
14. L'enquête de base sur la santé de 2013 faisait état de taux de retard de croissance atteignant 29 pour cent, même dans les quintiles les plus aisés. L'insuffisance pondérale touche les enfants de moins de 5 ans dans toutes les catégories de revenus; la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les adultes a aussi augmenté quel que soit le niveau de revenu.

Productivité et revenu des petits agriculteurs, et systèmes alimentaires durables

15. L'agriculture est l'activité principale de 39 pour cent de la population active, mais sa part dans le produit intérieur brut a reculé, passant de 24 pour cent en 1980 à 14,4 pour cent en 2012.

16. La pauvreté est concentrée dans les zones rurales: 14,3 pour cent de la population y vit sous le seuil de pauvreté, contre 8,3 pour cent de la population urbaine. Des millions de petits agriculteurs, de travailleurs agricoles et de pêcheurs restent à l'écart des services de vulgarisation agricoles, des marchés et des services financiers. Les femmes sont plus exposées à la pauvreté du fait des iniquités dont elles sont victimes en matière de répartition des revenus, d'accès au crédit, de maîtrise de la propriété et des ressources naturelles, et d'accès aux moyens d'existence.
17. Les systèmes alimentaires de l'Indonésie sont souvent perturbés par des catastrophes naturelles. Depuis le tsunami de 2004, le pays a connu en moyenne une catastrophe majeure par mois, qu'il s'agisse de séismes, d'éruptions volcaniques ou de raz-de-marée; le changement climatique a accentué le risque d'inondation, de glissement de terrain, de sécheresse et d'élévation du niveau de la mer. D'après la feuille de route sectorielle de 2009 relative au changement climatique en Indonésie, ce phénomène pourrait réduire le rendement du riz de 20 pour cent, du maïs de 13,6 pour cent, du soja de 12,4 pour cent et de la canne à sucre de 7,6 pour cent. Le Gouvernement a réagi à ces défis avec efficacité, mais il vise à renforcer encore sa préparation et sa réponse aux catastrophes afin de minimiser leur impact sur la sécurité alimentaire et le développement.
18. La superficie agricole a diminué de 1 pour cent entre 2008 et 2012, surtout sous l'effet de la conversion de terres vouées aux cultures vivrières en terres destinées à d'autres types de culture ou à des usages non agricoles. L'eau est disponible en abondance, mais de nombreuses zones sont sujettes à la sécheresse et manquent d'accès à l'eau potable.

Mesures et cadres d'action du Gouvernement

19. Le Plan national de développement à long terme pour 2005–2025 porte principalement sur le développement, l'autosuffisance, la justice, la démocratie, la paix et l'unité. Il est mis en œuvre à travers plusieurs plans nationaux de développement à moyen terme qui coordonnent les activités entre les parties prenantes et les structures gouvernementales. Celui relatif à la période 2015–2019 est axé sur les priorités suivantes: i) développement humain, englobant la nutrition; ii) développement du secteur primaire, englobant la souveraineté alimentaire; et iii) atténuation de la pauvreté et développement dans les régions reculées. Pour parvenir à la souveraineté alimentaire, le Gouvernement vise à: i) renforcer la sécurité alimentaire par l'augmentation de la production; ii) stabiliser les prix; iii) améliorer la qualité de la consommation alimentaire et de la nutrition en encourageant l'adoption d'un régime alimentaire équilibré; iv) atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire; et v) améliorer le sort des agriculteurs.
20. La législation alimentaire institutionnalise le droit à l'alimentation et l'obligation faite à l'État de fournir à tout moment une nourriture suffisante, saine et équilibrée sur le plan nutritionnel à l'ensemble de la population. La loi de 2007 sur la gestion des catastrophes instaure le droit de la population à une assistance en matière de vivres, de santé, d'eau et d'assainissement en cas de catastrophe. Un décret présidentiel de 2013 a orchestré le lancement du mouvement Renforcer la nutrition (SUN) et la mise sur pied d'une équipe spéciale multipartite associant 13 ministères. Le PAM, aux côtés de la FAO, du Fonds international de développement agricole (FIDA), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'OMS, soutient activement cette initiative.
21. Les politiques de sécurité alimentaire portent essentiellement sur la production vivrière afin de permettre au pays de parvenir à l'autosuffisance. L'agence nationale chargée de la logistique aide à stabiliser le prix du riz, qui est d'environ 80 pour cent plus élevé que les cours internationaux, et à distribuer le riz subventionné aux populations pauvres. Des restrictions aux importations permettent aussi de réguler l'offre. La diversité du régime alimentaire est de plus en plus reconnue comme jouant un rôle important dans la santé et la nutrition, mais les politiques demeurent principalement centrées sur la production d'aliments de base.
22. La protection sociale est une priorité du Gouvernement en matière de développement. Divers programmes d'aide sociale liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition ont été mis en place:
 - le *Beras untuk Rakyat Miskin* (Programme de fourniture de riz subventionné [Raskin]), qui aide 15,5 millions de ménages à acheter 15 kilogrammes de riz subventionné par mois afin de leur permettre d'utiliser leur argent pour satisfaire d'autres besoins essentiels;

- le programme Espoir pour les familles, qui fournit des transferts monétaires assortis de conditions en fonction du profil des ménages afin de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les résultats en matière de santé et d'éducation; la couverture est actuellement élargie à 3,2 millions de personnes supplémentaires par rapport au niveau de 2014;
 - le programme *Gizi Anak Sekola* (programme national de nutrition pour les écoliers) est en train d'être relancé en coopération avec des organismes comme le PAM et grâce au financement alloué par le Gouvernement et les collectivités locales;
 - le Programme national d'autonomisation des communautés, qui accorde des subventions à des communautés pauvres et à des groupements de pêcheurs et d'agriculteurs pour qu'ils mènent des projets;
 - le programme Jardins potagers familiaux durables, qui vise à accroître la production de légumes pour améliorer la diversité alimentaire de 1 million de personnes; et
 - le programme Résilience alimentaire des villages, dont le but est d'offrir de nouvelles options de subsistance à 4 000 villages de régions exposées à l'insécurité alimentaire.
23. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est gérée par le Conseil chargé de la sécurité alimentaire, qui est dirigé par le Président: cet organisme donne des conseils sur les politiques relatives à l'offre et à la distribution de vivres, aux réserves alimentaires, à la diversification alimentaire et à la qualité des aliments. La gestion opérationnelle relève du Ministère de l'agriculture et de l'Agence chargée de la sécurité alimentaire.

Initiatives des Nations Unies et d'autres partenaires

24. Le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour la période 2016 à 2020 porte principalement sur: i) la réduction de la pauvreté, le développement durable équitable, les moyens d'existence et le travail décent; ii) l'accès équitable aux services sociaux et à la protection sociale; iii) la viabilité environnementale et le renforcement de la résilience aux crises; et iv) l'amélioration de la gouvernance et l'accès équitable à la justice.
25. Le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement, qui est en phase avec le Plan national de développement à moyen terme en cours, comprendra, à la demande du Gouvernement, des activités de conseil en matière de politiques, le développement des capacités et le partage des connaissances. Il sera mis fin à la fourniture directe d'assistance alimentaire, sauf en cas de besoin lors d'une situation d'urgence humanitaire de grande ampleur.
26. Parmi les autres organismes des Nations Unies intervenant dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition figurent la FAO, le FIDA, l'OMS et l'UNICEF; leur action s'inscrit dans la droite ligne du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement. Les portefeuilles d'activités de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement concernent l'agriculture, le développement rural et la nutrition.
27. Le Bureau du PAM en Indonésie travaille en collaboration et en coordination avec l'UNICEF, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la FAO et l'OMS. Il a examiné en détail avec ces institutions les activités prévues dans le plan stratégique de pays pour assurer la complémentarité.

Contribution du PAM aux initiatives nationales et enseignements tirés de l'expérience

28. Le PAM opère en Indonésie depuis 1964. Son programme de pays 200245 pour 2012-2015 portait principalement sur le développement des capacités nationales dans les domaines suivants: i) cartographie, suivi et analyse de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité; ii) réduction des risques de catastrophe et adaptation au changement climatique; et iii) réduction de la dénutrition. Le PAM a mis au point des prototypes pour les repas scolaires et les produits destinés à la nutrition maternelle et infantile; il a apporté une assistance technique, transféré des connaissances et développé les capacités aux fins d'interventions destinées aux régions en proie à l'insécurité alimentaire.

29. Les enseignements tirés du programme de pays 200245 comprenaient notamment la nécessité:
- de mener des consultations, de travailler en partenariat et d'assurer la concordance avec les politiques et programmes publics;
 - d'allouer de modestes ressources à des activités susceptibles de renforcer les capacités institutionnelles;
 - de s'adapter à l'évolution des besoins du Gouvernement et des partenaires;
 - de rechercher des partenariats avec les pouvoirs publics et le secteur privé pour réaliser des objectifs communs et améliorer l'efficacité et l'efficience des interventions.
30. Le programme de pays 200245 a été freiné par des déficits de financement: seulement 40 pour cent du budget prévu a été reçu, ce qui a eu des répercussions négatives sur le nombre de bénéficiaires, l'exécution du programme et la réputation du PAM.
31. L'évaluation du portefeuille du PAM en Indonésie portant sur les opérations de la période 2009-2013, ainsi que la stratégie de pays pour 2012–2015, préconisaient que le bureau de pays s'attache à élaborer des stratégies fondées sur des données factuelles et susceptibles d'être transposées à plus grande échelle par des entités nationales publiques et privées. Les évaluateurs ont également recommandé d'interrompre les distributions directes de vivres sauf en cas de situation d'urgence de niveau 3.
32. Le présent plan stratégique de pays n'est pas très différent du programme de pays 200914 (2016-2020) qu'a approuvé le Conseil d'administration en février 2016. Le programme de pays reposait sur un examen stratégique détaillé de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie, l'objectif étant d'adopter un éventail de mesures plus stratégiques pour appuyer le plan de développement du Gouvernement. Le présent plan stratégique de pays remplacera le programme de pays 200914⁴ conformément à ce que prévoit la politique en matière de plans stratégiques de pays⁵ et la structure de financement évoquée dans le document consacré à l'examen du cadre de financement⁶.

Analyse des lacunes

33. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie, commandé par le PAM et réalisé en 2014 par l'institut de recherche SMERU, a permis de relever sept lacunes à combler:
- i) Manque de coordination entre l'action publique et la conception des programmes, ce qui a entraîné une mise en concurrence de ressources pourtant limitées et une diminution de l'efficacité. Les politiques et les projets en matière d'autosuffisance alimentaire, par exemple, portaient principalement sur l'augmentation de la production d'aliments de base sans prendre en considération la diversification de l'alimentation ni la nutrition; et la politique en matière de nutrition se concentrait sur les services de santé sans s'occuper de l'alimentation.
 - ii) Faible couverture géographique des interventions. Les budgets destinés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont gérés par les Ministères de l'agriculture, des affaires sociales et de la santé et l'Agence nationale de gestion des catastrophes. Entre 2010 et 2013, l'allocation budgétaire estimée pour la sécurité alimentaire et la nutrition représentait seulement 1,75 pour cent du budget national, d'où une couverture limitée; de nombreux programmes en sont restés à la phase d'expérimentation ou ont été mis en œuvre partiellement.

⁴ WFP/EB.1/2016/6/2

⁵ WFP/EB.2/2016/x-x/x.

⁶ WFP/EB.2/2016/x-x/x.

- iii) Occasions manquées de s'attaquer à la nutrition. Les programmes nationaux de protection sociale pourraient contribuer à améliorer les résultats de la nutrition, mais cet aspect n'est pas assez exploité. Les programmes Raskin et Espoir pour les familles pourraient améliorer simultanément l'accès des ménages à la nourriture et aux services sociaux s'ils tenaient davantage compte de la nutrition.
 - iv) Méconnaissance de la sécurité alimentaire et de la malnutrition (surtout du retard de croissance) de la part des fonctionnaires gouvernementaux, des agents de vulgarisation et du public. Le faible nombre de membres du personnel spécialisés et l'inadéquation des compétences en matière de formation et d'information ont nui à la réalisation des objectifs.
 - v) Insuffisance des mécanismes de suivi et d'évaluation, qui sont axés principalement sur l'établissement de rapports administratifs, mais rarement sur la mesure des résultats obtenus ou l'amélioration de la mise en œuvre des programmes.
 - vi) Faiblesse des arrangements institutionnels. Il n'existe pas de socle institutionnel efficace en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle permettant de traiter de manière intersectorielle et à l'échelle de plusieurs entités administratives les disponibilités alimentaires, l'accès à la nourriture et l'utilisation de celle-ci. Il est donc difficile d'amener les institutions et les responsables à rendre compte de leurs actions.
 - vii) Priorité insuffisante accordée au changement de comportement et à l'éducation. L'information est inadaptée: les fonctionnaires gouvernementaux manquent souvent de connaissances sur la sécurité alimentaire et la malnutrition, et envisagent généralement la question sous le seul angle de la production de riz; les communautés et les bénéficiaires sont mal informés et leur comportement n'a pas évolué à la suite des campagnes de sensibilisation et des cours de formation. Les médias n'ont pas été suffisamment exploités pour faire passer des messages sur l'alimentation et la nutrition.
34. L'examen stratégique recommandait d'investir dans les institutions, d'améliorer la conception et la mise en œuvre des programmes et de promouvoir l'éducation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Six mesures à moyen terme étaient préconisées:
- i) créer des institutions au niveau central et local chargées d'instaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de veiller au respect des obligations redditionnelles;
 - ii) accroître le budget consacré à la sécurité alimentaire et à la nutrition, rechercher d'autres fournisseurs de services et veiller à l'amélioration de la qualité des prestations fournies;
 - iii) tenir compte de la nutrition dans les filets de sécurité sociale et les activités de préparation et d'intervention en cas de catastrophe, et améliorer le ciblage et l'efficacité;
 - iv) privilégier les districts vulnérables lors de la mise en place des programmes de réduction immédiate de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle;
 - v) promouvoir la sensibilisation et l'éducation dans tous les secteurs de la société;
 - vi) créer un système au sein duquel les communautés et les organisations publiques et privées collaborent dans le cadre de projets conjoints.

Orientation stratégique du PAM en Indonésie pour 2017–2020

35. Le présent plan stratégique de pays s'appuie sur l'examen stratégique, les consultations menées avec les partenaires gouvernementaux et les enseignements tirés de l'évaluation du programme de pays. Conformément aux recommandations qui s'en sont suivies, les activités menées par le PAM dans les domaines du conseil sur l'action à mener, du développement des capacités et du partage des connaissances seront intégrées dans les structures gouvernementales afin d'obtenir des résultats pérennes.

36. Le présent plan stratégique de pays sera mis en œuvre pendant la période allant de 2017 à 2020 en cohérence avec le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019 et du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour 2016–2020⁷.

Orientation, priorité et impact escompté

37. Le PAM contribuera à la réalisation de l'objectif du Gouvernement consistant à parvenir à la souveraineté alimentaire et à réduire l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an. Ses programmes de sécurité alimentaire fondés sur des données factuelles privilégieront les populations et les zones les plus vulnérables; des campagnes de protection sociale et de communication tenant compte de la nutrition seront menées pour s'attaquer à la malnutrition; et des activités de préparation aux situations d'urgence permettront d'atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire.
38. Le PAM appuiera les activités que le Gouvernement juge prioritaires en lui fournissant des conseils techniques, en développant ses capacités et en menant des actions de sensibilisation. Le plan stratégique de pays enrichit la base de données factuelles utilisée pour donner la priorité aux groupes de population exposés à l'insécurité alimentaire et optimiser la conception des programmes (résultat stratégique 1); il suit des approches du développement tenant compte de la nutrition (résultat stratégique 2); et il renforce les capacités dont le Gouvernement dispose pour se préparer aux situations d'urgence (résultat stratégique 3).
39. Grâce au présent plan, le bureau de pays aidera le Gouvernement à réaliser ses objectifs relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition énoncés dans le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019, et à atteindre les objectifs de développement durable, en particulier le deuxième: éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.
40. Les activités mentionnées ci-dessous s'accompagneront d'une analyse de la problématique hommes-femmes, de la nutrition et des facteurs de risque de catastrophe. Conformément aux enseignements tirés de l'expérience, aux consultations et aux évaluations, le PAM mettra en œuvre des activités de développement des capacités sur la base de l'analyse des parties prenantes. Le PAM veillera dans sa démarche à mettre à profit des partenariats conclus avec le secteur privé dans le cadre de programmes de sécurité alimentaire et de nutrition.

Effet direct stratégique 1: Réduction de l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an, en donnant la priorité aux populations et aux régions les plus vulnérables grâce à une approche fondée sur des données probantes

41. Le Gouvernement souhaite coopérer avec le PAM pour appliquer les grandes orientations iii) et iv) définies dans son Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019, à savoir: améliorer la qualité des aliments consommés et de la nutrition en encourageant l'adoption d'un régime équilibré; et atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire.
42. L'effet direct stratégique 1 contribuera à la réalisation du résultat stratégique 4 du PAM et de la cible 4 de l'objectif de développement durable 2⁸ afin d'améliorer les revenus des petits agriculteurs ainsi que la productivité et la viabilité de leur exploitation.

⁷ Le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019 ne sera publié dans sa version finale qu'après approbation par le Parlement au premier trimestre de 2015. Les stratégies et les programmes des Nations Unies pour le pays s'inspirant de ce plan, il y a un décalage entre l'année au cours de laquelle le plan commence et celle pendant laquelle sont approuvés les documents relatifs à l'assistance fournie par les Nations Unies.

⁸ D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols.

Activité 1: Aider le Gouvernement à recueillir et à analyser des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition afin d'optimiser les politiques et les programmes

43. La réalisation des objectifs définis dans le Plan national de développement à moyen terme en matière de sécurité alimentaire et de nutrition exige des capacités d'analyse et des processus supplémentaires pour suivre les progrès. L'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du bureau de pays et l'Agence chargée de la sécurité alimentaire collaborent depuis 2000 à l'amélioration de l'analyse de données au niveau national et provincial.
44. Le PAM aidera l'Agence chargée de la sécurité alimentaire à améliorer son suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et des prix des denrées et à perfectionner les systèmes d'alerte rapide. Il fournira aux responsables des politiques des données factuelles actualisées sur lesquelles ils pourront fonder leurs décisions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
45. Cette activité permettra au Gouvernement d'améliorer ses rapports sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et fournira des éléments d'information utiles pour le ciblage et le suivi des interventions du PAM.

Effet direct stratégique 2: Augmentation de la proportion de consommateurs indonésiens adoptant un régime alimentaire plus équilibré, permettant à l'Indonésie d'atteindre d'ici à 2019 sa cible nationale en matière de diffusion des habitudes alimentaires souhaitables (92,5 pour cent)

46. Le Plan national de développement à moyen terme vise à abaisser la proportion d'enfants de moins de 2 ans souffrant de retard de croissance, actuellement de 32,9 pour cent, à 28 pour cent d'ici à 2019.
47. Le Ministère de la planification du développement national a demandé au PAM et à l'UNICEF d'aider le secrétariat du mouvement SUN à établir ses rapports annuels compilant les mesures prises dans chaque province à l'appui des 1 000 premiers jours de la vie allant de la conception à l'âge de 2 ans.
48. L'effet direct stratégique 2 contribue à la réalisation du résultat stratégique 2 du PAM et de la cible 2 de l'objectif de développement durable 2⁹. Les activités envisagées sont les suivantes.

Activité 2: Promouvoir l'adoption d'un régime alimentaire équilibré pour lutter contre la dénutrition et le surpoids

49. Les taux élevés d'émaciation (12 pour cent) et de retard de croissance (37 pour cent) chez les enfants de moins de 5 ans¹⁰ vont de pair avec une augmentation du surpoids et de l'obésité, en particulier chez les femmes. Ce double fardeau de la malnutrition se retrouve aussi bien dans les quintiles les plus défavorisés que dans les quintiles les plus aisés, ce qui semble indiquer que le comportement joue un rôle non négligeable dans l'état nutritionnel, en plus du revenu, de l'accès à la nourriture, de la santé et de l'assainissement. Selon une évaluation rapide de la problématique hommes-femmes menée par le PAM en 2012 dans la province de Nusa Tenggara Timur, les inégalités entre les sexes sont ancrées dans les valeurs sociales et le quotidien. Les femmes n'exercent guère d'influence sur les actifs et la prise de décisions au sein des ménages, y compris en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
50. Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition privilégie l'évolution des comportements en matière de consommation alimentaire, en s'attachant tout particulièrement à la diversification des aliments locaux.

⁹ D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées.

¹⁰ Chiffres de 2013.

51. La Deuxième Conférence internationale sur la nutrition réaffirmait qu'"il est nécessaire de renforcer les moyens d'action des consommateurs grâce à des informations et à une éducation améliorées reposant sur des bases scientifiques dans les domaines de la santé et de la nutrition afin qu'ils puissent opérer en connaissance de cause leurs choix de consommation des produits alimentaires pour se nourrir sainement"¹¹. L'une de ses trois recommandations en matière d'éducation et d'information dans le domaine de la nutrition était formulée ainsi: "Mener des campagnes de "marketing social" adéquates et mettre en œuvre des programmes de communication autour des changements de style de vie de manière à promouvoir l'activité physique, la diversification des régimes alimentaires, la consommation d'aliments riches en micronutriments comme les fruits et légumes, y compris les aliments traditionnels locaux – en tenant compte des aspects culturels –, une meilleure nutrition des enfants et des mères, des pratiques de soins adaptées et enfin des méthodes d'allaitement et une alimentation d'appoint appropriées, ciblées et adaptées aux différents publics et aux différentes parties prenantes au système alimentaire"¹².
52. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie a souligné la nécessité de changer les attitudes à l'égard de la nutrition équilibrée, et noté que le PAM disposait d'un avantage comparatif en termes de collaboration avec le Gouvernement, le secteur privé et les communautés. Le PAM œuvrera aux côtés du Ministère de la santé, des partenaires des Nations Unies et du secteur privé dans le cadre d'une campagne visant à encourager la consommation de régimes nutritifs équilibrés, notamment auprès de différents groupes, comme les adolescentes, les femmes et les hommes qui jouent un rôle majeur dans la nutrition des ménages.
53. La campagne s'appuiera sur les directives révisées en matière de régimes alimentaires publiées par le Ministère de la santé et l'OMS, et sera dirigée par un comité composé de représentants du Gouvernement, des Nations Unies, du réseau d'entreprises SUN et des médias. Les éventuels conflits d'intérêts seront gérés dans le cadre de mécanismes mis en place par le Gouvernement et SUN.
54. Une société d'études de marché optimisera les messages et la sélection des médias afin de cibler des groupes de population précis. Ce savoir-faire professionnel en matière de marketing permettra de mettre au point des méthodes fondées sur des données factuelles pour faire évoluer les habitudes de consommation. Une approche tenant compte de la problématique hommes-femmes sera préconisée et adoptée. Pour rendre attrayante l'adoption d'un régime alimentaire équilibré, la campagne exploitera plusieurs canaux de communication tels que les médias sociaux, l'industrie du spectacle, les groupements de femmes et les organisations religieuses.

Activité 3: Améliorer l'efficacité et l'impact nutritionnel des programmes nationaux de protection sociale

55. Compte tenu de la nécessité, soulignée dans l'examen stratégique, pour les programmes de protection sociale d'améliorer l'état nutritionnel de leurs bénéficiaires, le PAM aidera à accroître les bienfaits nutritionnels du programme national de repas destinés aux enfants scolarisés et d'autres programmes, comme en décidera le Gouvernement. En 2015, les Ministères de l'éducation et de la santé ont souhaité relancer les activités d'alimentation scolaire et ont invité le PAM à conseiller le Gouvernement sur la mise en place du programme.

¹¹ Deuxième Conférence internationale sur la nutrition. 2014. *Document final de la Conférence – Déclaration de Rome sur la nutrition*. Rome; FAO et OMS. ICN2 2014/2.

¹² Deuxième Conférence internationale sur la nutrition. 2014. *Document final de la Conférence – Cadre d'action, Recommandation 21*. Rome; FAO et OMS. ICN2 2014/3 Corr.1.

56. Dans le cadre du programme de pays pour 2012-2015, un prototype innovant appelé "Repas scolaires préparés avec des produits locaux" a été expérimenté. Les recettes étaient conçues de manière à satisfaire les préférences locales, et comprenaient l'ajout de micronutriments en poudre pour remédier aux carences en fer et en vitamines. Les vivres étaient achetés à des agriculteurs locaux, ce qui leur garantissait une demande régulière et leur offrait la possibilité d'accroître leur productivité. Les écoles ont été encouragées à créer des jardins pour y cultiver des fruits et des légumes riches en nutriments, et une initiation à l'hygiène et à la nutrition a été intégrée aux programmes d'enseignement.
57. Le PAM prônera l'adoption d'une stratégie permettant aux districts touchés par l'insécurité alimentaire d'appliquer l'approche des Repas scolaires préparés avec des produits locaux, appuyée par des systèmes de suivi et d'établissement de rapports. Sur la base du modèle élaboré dans les provinces de Nusa Tenggara Timur et de Papua, le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place des programmes de repas scolaires et à en suivre les effets sur le bien-être et les résultats scolaires des élèves ainsi que sur l'économie locale.
58. S'inspirant d'un projet pilote de l'UNICEF, le Ministère des affaires sociales a exprimé son souhait de mettre à profit des dispositifs de protection sociale tels que le programme Family Hope (Espoir pour les familles) pour en améliorer les effets sur le plan nutritionnel pour les 3,5 millions de ménages bénéficiaires.
59. Le programme Raskin, qui est l'unique filet de sécurité sociale fondé sur l'alimentation, fournit à 15 millions de personnes vulnérables 15 kilogrammes de riz subventionné par mois à titre de soutien au revenu des ménages et aux fins d'améliorer leur accès à des aliments nutritifs. Suite à l'ordonnance présidentielle de juin 2015 demandant la réévaluation du programme, le Gouvernement souhaitera peut-être tirer parti de l'expérience du PAM en matière de protection sociale fondée sur l'alimentation pour optimiser le ciblage en faisant appel à la cartographie de la sécurité alimentaire et pour pourvoir aux besoins nutritionnels spéciaux des bénéficiaires vulnérables, par exemple au moyen de l'enrichissement du riz et d'autres mesures propres à renforcer la sensibilisation à la diversité du régime alimentaire et aux bonnes pratiques d'alimentation, de soins et d'hygiène.

Effet direct stratégique 3: Renforcement des moyens logistiques d'urgence de l'Indonésie pour lui permettre de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée.

60. Compte tenu du risque élevé de catastrophe naturelle, la réduction des risques de catastrophe a été intégrée au Plan national de développement à moyen terme et la nécessité de l'adaptation au changement climatique a été reconnue.
61. L'effet direct stratégique 3 contribuera à la réalisation de la cible 1 de l'objectif de développement durable 2¹³.

Activité 4: Améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions par la mise en place d'un réseau intégré de plateformes logistiques

62. À la demande de l'Agence nationale de gestion des catastrophes, le PAM donnera des conseils sur la conception et le choix de l'emplacement de six plateformes logistiques dans le cadre du Plan national de développement à moyen terme, et il assurera des cours de formation et un appui technique à l'intention des équipes de gestion et des équipes techniques. Il aidera le Gouvernement à élaborer des réseaux d'approvisionnement humanitaire s'appuyant sur ces plateformes, en donnant des conseils sur la gestion des entrepôts, le stockage mobile, les capacités opérationnelles et le transport. Il aidera également l'Agence nationale de gestion des catastrophes et les organismes correspondants à l'échelle des provinces et des districts à évaluer les capacités logistiques et à mettre en place un système d'inventaire du matériel d'urgence et des articles de secours.

¹³ D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

63. Compte tenu du mauvais état nutritionnel d'un grand nombre de personnes, les interventions à la suite de catastrophes doivent tenir compte des besoins nutritionnels pour pérenniser les résultats. Le soutien apporté par le PAM au Gouvernement pourrait comprendre des conseils sur les moyens d'assurer l'accès à des aliments nutritifs pendant les situations d'urgence, en examinant les diverses options de transferts, à savoir sous forme d'espèces, de bons électroniques ou de vivres. Le choix de la modalité dépendra de la viabilité des marchés et des préférences des bénéficiaires, ainsi que de considérations liées à la problématique hommes-femmes.
64. Conformément à son rôle de chef de file des modules mondiaux de la logistique et des télécommunications d'urgence, le PAM planifiera des activités de préparation et d'intervention pour s'assurer qu'il est en mesure d'appuyer les opérations de secours du Gouvernement en cas d'urgence de niveau 3. Il continuera d'œuvrer avec des organisations non gouvernementales et des organisations religieuses au renforcement des capacités et de la préparation.

Mise en application du Plan

Approche retenue

65. Le présent plan stratégique de pays s'inspire des principes ci-après:
- *Analyse et collaboration fondée sur des données factuelles.* Le PAM se servira de son avantage comparatif en matière d'analyse pour parvenir à une compréhension commune de la nutrition et des causes profondes de l'insécurité alimentaire. Il partagera ses rapports, études, atlas et ensembles de données comme des biens publics, dans la droite ligne de son soutien en faveur des initiatives de transparence et de libre accès aux données, tout en y associant des mises en garde relatives à la protection des données et au respect de la vie privée. Ce travail sera réalisé en collaboration avec l'Office d'appui à la sécurité alimentaire et d'autres parties prenantes afin de proposer une base solide pour l'élaboration des programmes et des politiques.
 - *Assistance technique, et non aide.* Conformément à la demande adressée par le Gouvernement au système des Nations Unies, le plan stratégique de pays comprendra des activités de conseil sur l'action à mener, de développement des capacités et de partage des connaissances dans le but d'améliorer les systèmes, institutions et programmes publics visant à éliminer durablement la faim.
 - *Pleins feux sur la nutrition.* Le soutien du PAM sera conçu et mis en œuvre de façon à maximiser les effets positifs sur le plan nutritionnel.
 - *Prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes.* Le plan stratégique de pays mettra l'accent sur l'analyse de la problématique hommes-femmes et le rôle des femmes sous tous ses aspects de manière à tenir compte des besoins différents des hommes et des femmes dans les interventions.
 - *Réduction des risques de catastrophe.* Toutes les activités intégreront des éléments liés à la réduction des risques de catastrophe, conformément au Cadre de réduction des risques de catastrophe de Sendai.
 - *Synergies.* Dans le cadre de la réalisation des effets directs stratégiques et des activités, priorité sera donnée à la recherche de synergies. Ainsi, la réalisation de l'effet direct stratégique 1 contribuera à l'élaboration des systèmes d'information sur la nutrition nécessaires pour appuyer l'établissement du rapport annuel du secrétariat SUN, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. L'activité 2 permettra d'accroître la production et la consommation d'aliments nutritifs parmi les familles de petits exploitants. L'activité 3 relative à la promotion de régimes alimentaires équilibrés permettra de venir en aide aux enfants scolarisés, par l'intermédiaire de l'activité 4.

66. Parmi les innovations du point de vue opérationnel figure un partenariat multipartite visant à encourager l'adoption d'un régime alimentaire équilibré et sain dans le cadre du mouvement SUN. Ce partenariat s'appuiera sur les dernières données factuelles en date issues des travaux de recherche et des interventions portant sur la lutte contre la malnutrition, et expérimentera des techniques destinées à influencer sur les choix alimentaires de groupes de population particuliers.
67. Entre autres modifications apportées au modèle de fonctionnement du PAM, on citera l'arrêt des distributions directes de vivres, le renforcement de la collaboration avec le Gouvernement et la conclusion de partenariats avec le secteur privé allant au-delà du soutien financier.

Partenariats

68. Conformément à la stratégie du PAM en matière de partenariat, un large éventail d'acteurs collaboreront à la réalisation de ces effets directs stratégiques. Le principal partenaire du PAM est le Gouvernement, et le plan d'action du programme de pays sera signé par le Ministère de la planification du développement national. Chaque activité sera accompagnée d'un accord de projet passé avec le ou les ministères concernés, notamment mais pas exclusivement le Ministère coordonnateur du développement humain et de la culture, le Ministère de l'agriculture, le Ministère de la santé, le Ministère de l'éducation, le Ministère des finances et l'Agence nationale de gestion des catastrophes. Ces organismes ont travaillé ensemble sur l'examen stratégique de 2014 de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie, dont les résultats ont inspiré le présent plan stratégique de pays, et se sont penchés à l'occasion de consultations ultérieures sur le portefeuille de coopération que le PAM se propose de mettre en œuvre.
69. Au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM coopérera avec l'Agence chargée de la sécurité alimentaire et cherchera à instaurer une coopération technique avec la FAO, le FIDA et l'initiative de traitement des données Global Pulse lancée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
70. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM coopérera avec: i) les Ministères de la santé, de l'éducation et de la planification du développement; ii) le secrétariat du mouvement SUN, le Réseau d'entreprises SUN, le Réseau des donateurs et le Réseau des Nations Unies du mouvement SUN et l'UNICEF; et iii) des organisations locales, nationales et internationales de la société civile et des médias. Le Ministère des affaires sociales pourrait solliciter l'assistance du PAM pour améliorer les effets directs du programme de protection sociale sur le plan nutritionnel.
71. Au titre de l'effet direct stratégique 3, le PAM poursuivra sa collaboration avec l'Agence nationale de gestion des catastrophes au niveau national et provincial. La coordination avec l'équipe de pays pour l'action humanitaire, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'Agence humanitaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Office of United States Foreign Disaster Assistance permettra de réduire au minimum les doublons. Le PAM continuera d'appuyer les modules nationaux de la logistique et des télécommunications d'urgence.

Implications pour le bureau de pays

72. Le présent plan stratégique de pays s'inspire des programmes précédents du PAM, la participation de celui-ci au développement des capacités à l'échelle du pays, des provinces et des districts devant être guidée par une stratégie globale.
73. Le PAM devra se montrer souple et capable de répondre aux besoins du Gouvernement qui se feront jour dans un contexte de développement rapide. Il s'appuiera sur le savoir-faire du Siège et du bureau régional s'il y a lieu.
74. Pour se préparer à mettre en œuvre le programme de pays 200914 (2016-2020), le bureau de pays a revu la structure de ses effectifs pour s'assurer que son personnel dispose des compétences techniques nécessaires pour interagir avec les contreparties gouvernementales et les représentants du secteur privé.

Ressources au service des résultats

75. Le présent plan stratégique de pays repose sur un budget minimum de 11,95 millions de dollars sur quatre ans. Un examen à mi-parcours déterminera si les fonds disponibles permettent de poursuivre le programme. Des ressources seront sollicitées auprès du Gouvernement et du secteur privé.
76. On trouvera au tableau 1 le coût de chaque effet direct stratégique.

	Année 1 (2017)	Année 2 (2018)	Année 3 (2019)	Année 4 (2020)	Total
Effet direct stratégique 1	591	689	694	704	2 678
Effet direct stratégique 2	1 050	1 171	1 174	1 185	4 580
Effet direct stratégique 3	1 035	1 207	1 216	1 234	4 692
TOTAL	2 676	3 067	3 084	3 123	11 950

Note: Les chiffres englobent les coûts de gestion (coûts d'appui directs et coûts d'appui indirects).

77. La stratégie de mobilisation des ressources associée au présent plan stratégique de pays tient compte des problèmes de financement des pays à revenu intermédiaire, et de l'Indonésie en particulier. L'APD nette a reculé, passant de 1,05 milliard de dollars en 2009 à 53 millions de dollars en 2013. Le programme de pays du PAM pour 2012-2015 n'a reçu que 40 pour cent de son budget prévu de 45 millions de dollars.
78. Les donateurs du secteur privé ont été les premiers bailleurs de fonds du programme de pays pour 2012-2015, y allouant 5 millions de dollars sur un montant total de 18 millions de dollars obtenu (voir le tableau 2). Leurs contributions étaient principalement destinées aux programmes d'alimentation scolaire et de nutrition maternelle et infantile ainsi qu'aux activités de plaidoyer appelant à transposer ces programmes à plus grande échelle.

Donateur	2012	2013	2014	2015	Total
Australie	0	0	928	0	928
Indonésie	0	2 820	0	0	2 820
Japon	689	550	710	0	1 949
Secteur privé	2 828	908	1 025	454	5 215
États-Unis d'Amérique	0	1 250	694	500	2 444
Banque mondiale	550	0	0	0	550
Contributions multilatérales et report	911	0	3 139	0	4 050
TOTAL	4 978	5 528	6 496	954	17 956
Besoins sur 2012-2015	11 187	10 949	11 268	11 155	44 559

79. L'appui apporté par le Gouvernement aux opérations du PAM comprenait un engagement à hauteur de 2,8 millions de dollars pour couvrir les frais de transport terrestre, d'entreposage et de manutention ainsi que d'autres dépenses locales prévues dans le plan d'action du programme de pays pour 2012-2015, mais une erreur de procédure a empêché le versement de la totalité de ce montant. Le Ministère de la planification du développement national a confirmé la volonté du Gouvernement d'examiner le cofinancement des activités prioritaires des Nations Unies. Le PAM mettra en œuvre uniquement les activités que le Gouvernement est disposé à appuyer financièrement. Un mécanisme juridique est à l'étude pour permettre ce financement, mais dans l'intervalle le Gouvernement devra: fournir un financement de contrepartie substantiel tout en s'engageant à couvrir les dépenses publiques relatives à un projet bénéficiant de ressources du PAM; et ii) rechercher des fonds auprès des partenaires de développement traditionnels pour couvrir la contribution du PAM aux activités conjointes. Les activités seront classées par ordre de priorité et mises en œuvre en fonction de la disponibilité des fonds fournis par le Gouvernement et des financiers externes complémentaires.

Gestion de la performance et évaluation

80. Une étude de référence est en cours et des mécanismes de suivi et d'évaluation seront mis en place afin de mesurer les effets du plan stratégique de pays, compte tenu du nouveau Cadre de résultats institutionnels¹⁴. Le plan stratégique de pays sera ajusté selon que de besoin sur la base des données factuelles recueillies au cours de la mise en œuvre.
81. Le plan stratégique de pays sera mis en œuvre pendant la période allant de 2017 à 2020 en cohérence avec le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019 et du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour 2016–2020. Un examen à mi-parcours précisera les ajustements nécessaires et indiquera si les fonds disponibles sont suffisants.
82. L'évaluation du programme de pays pour 2009–2013 a fait apparaître que les mécanismes d'établissement de rapports du PAM ne rendaient pas pleinement compte des progrès accomplis et des résultats obtenus en matière de développement des capacités. Avec le concours du bureau régional et du Siège, le bureau de pays est en train d'établir un plan de suivi et d'évaluation s'inspirant du Cadre de résultats institutionnels. Le PAM et le Gouvernement évalueront s'il est nécessaire de mener des activités de développement des capacités institutionnelles et mesureront les effets à long terme sur les capacités nationales et les moyens d'intervention.
83. Des ressources seront prévues dans le budget du plan stratégique de pays pour la gestion de la performance, le suivi et l'évaluation. Chaque fois que cela sera possible, les indicateurs de produit seront ventilés par sexe et intégrés aux analyses.

Gestion des risques

Risques programmatiques

84. L'expérience acquise dans le cadre du programme de pays 200245 pour 2012–2015 a montré que les études statistiques, en particulier celles sur la nutrition, doivent être étroitement supervisées pour permettre au PAM et au Gouvernement de tirer des conclusions de la mise en œuvre des projets. Pour atténuer ce risque, on cherchera à établir des partenariats avec des institutions internationales, et le personnel technique du PAM sera associé à toutes les étapes de la conception, de la collecte des données, de l'analyse et de l'établissement des rapports.

Risques institutionnels

85. Il existe un risque que le plan stratégique de pays ne dispose pas de ressources suffisantes pour être viable. Les changements de gouvernement ou la rotation fréquente du personnel gouvernemental, en particulier au niveau infranational, pourrait nuire à l'efficacité du développement des capacités.

¹⁴ WFP/EB.2/2016/xxx.

86. Deux mesures d'atténuation sont proposées: i) une base juridique concernant la contribution du Gouvernement aux activités du PAM sera tenue à jour; et ii) le PAM ne mettra en œuvre que les activités qui reçoivent un financement.

Risques contextuels

87. La collaboration du PAM avec le Gouvernement destinée à améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise atténue les risques associés aux catastrophes naturelles. Le PAM suit également son degré de préparation aux interventions d'urgence de niveau 3. Étant donné que divers facteurs climatiques et économiques peuvent provoquer des fluctuations des prix des denrées alimentaires pendant la mise en œuvre du plan stratégique de pays, le PAM s'emploie à préparer avec le cabinet du Président et l'Agence chargée de la sécurité alimentaire une réponse rapide pour contrer les effets potentiels sur la sécurité alimentaire. Comme aucune distribution directe de vivres n'est prévue, les effets sur les opérations du PAM seront limités.

Sécurité

88. Il n'y a pas eu de changement significatif de l'environnement sécuritaire.

ANNEXE I: CADRE LOGIQUE

Objectif de développement durable 2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019

Les trois axes de développement sont: i) le développement humain, y compris en matière de nutrition liée à la santé; ii) le développement du secteur primaire, notamment dans le but de parvenir à la souveraineté alimentaire; et iii) la prise en compte des questions relatives au territoire et à l'équité, pour mettre l'accent sur le développement et la lutte contre la pauvreté dans les régions reculées.

Le Plan national de développement à moyen terme est mis en œuvre à l'aide de divers plans d'action sectoriels afin de coordonner les activités entre les parties prenantes et les bureaux gouvernementaux: ces plans ciblent l'alimentation et la nutrition (Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition), l'adaptation au changement climatique (Plan d'action national pour l'adaptation au changement climatique) et les problèmes liés aux catastrophes (Plan d'action national de réduction des risques de catastrophe).

Les activités en faveur de la sécurité alimentaire figurant dans le Plan national de développement à moyen terme poursuivent cinq objectifs: i) accroître la production; ii) stabiliser les prix; iii) améliorer le bien-être des agriculteurs; iv) atténuer les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire; et v) diversifier l'alimentation.

L'une des composantes du Plan national de développement à moyen terme est le programme intitulé "Accélérer l'amélioration de la nutrition", dont les objectifs sont: i) réduire la prévalence de l'insuffisance pondérale, de 19,6 pour cent en 2013 à 17 pour cent en 2019; et ii) faire reculer le retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans, de 32,9 pour cent en 2013 à 28 pour cent en 2019.

La composante du Plan national de développement à moyen terme relative à la réduction des risques de catastrophe prévoit: i) l'internalisation de la réduction des risques de catastrophe aux niveaux national et infranational; ii) la réduction de la vulnérabilité face aux catastrophes; et iii) l'augmentation des capacités du Gouvernement, des collectivités locales et de la société civile en matière de gestion des catastrophes, ce qui comprend la mise en place dans chaque région d'une plateforme logistique pour accéder aux zones reculées.

Effets directs du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement

Effet 1: Réduction de la pauvreté, développement durable équitable, moyens d'existence et travail décent. Domaines prioritaires: i) agriculture, développement industriel et sécurité alimentaire; et ii) protection sociale au service de la réduction de la pauvreté.

Effet 2: Accès équitable aux services sociaux et à la protection sociale. Domaines prioritaires: i) protection sociale – assurance, sécurité sociale; ii) intervention multisectorielle pour lutter contre la malnutrition; et iii) éducation.

Effet 3: Sauvegarde de l'environnement et amélioration de la résilience face aux crises. Domaines prioritaires: i) atténuation des effets du changement climatique; ii) gestion des catastrophes.

Effet direct stratégique 1

Réduction de l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an, en donnant la priorité aux populations et aux régions les plus vulnérables grâce à une approche fondée sur des données probantes (*lié à la catégorie d'effets directs 4.2*).

Résultat stratégique 4 du PAM

D'ici à 2030, les systèmes de production alimentaire seront durables et recourront à des pratiques résilientes qui contribuent à la préservation des écosystèmes et renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes et autres catastrophes, et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols.
(Cible 4 de l'ODD 2, Objectif stratégique 3).

Produit 1.1 Systèmes de collecte et d'analyse de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle nationale et infranationale améliorés (*lié à la catégorie de produits C*).

Hypothèses

- L'Agence chargée de la sécurité alimentaire continue d'allouer des fonds pour suivre l'évolution de la sécurité alimentaire, en particulier en ce qui concerne les prix des produits alimentaires.

Effet direct stratégique 2

Augmentation de la proportion de consommateurs indonésiens adoptant un régime alimentaire plus équilibré, permettant à l'Indonésie d'atteindre d'ici à 2019 sa cible nationale en matière de diffusion des habitudes alimentaires souhaitables (92,5 pour cent) (*lié à la catégorie d'effets directs 2.1*).

Résultat stratégique 2 du PAM

D'ici à 2030, personne ne souffrira de malnutrition; et d'ici à 2025, les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs au retard de croissance et à l'émaciation chez les enfants seront atteints (Cible 2 de l'ODD 2, Objectif stratégique 2).

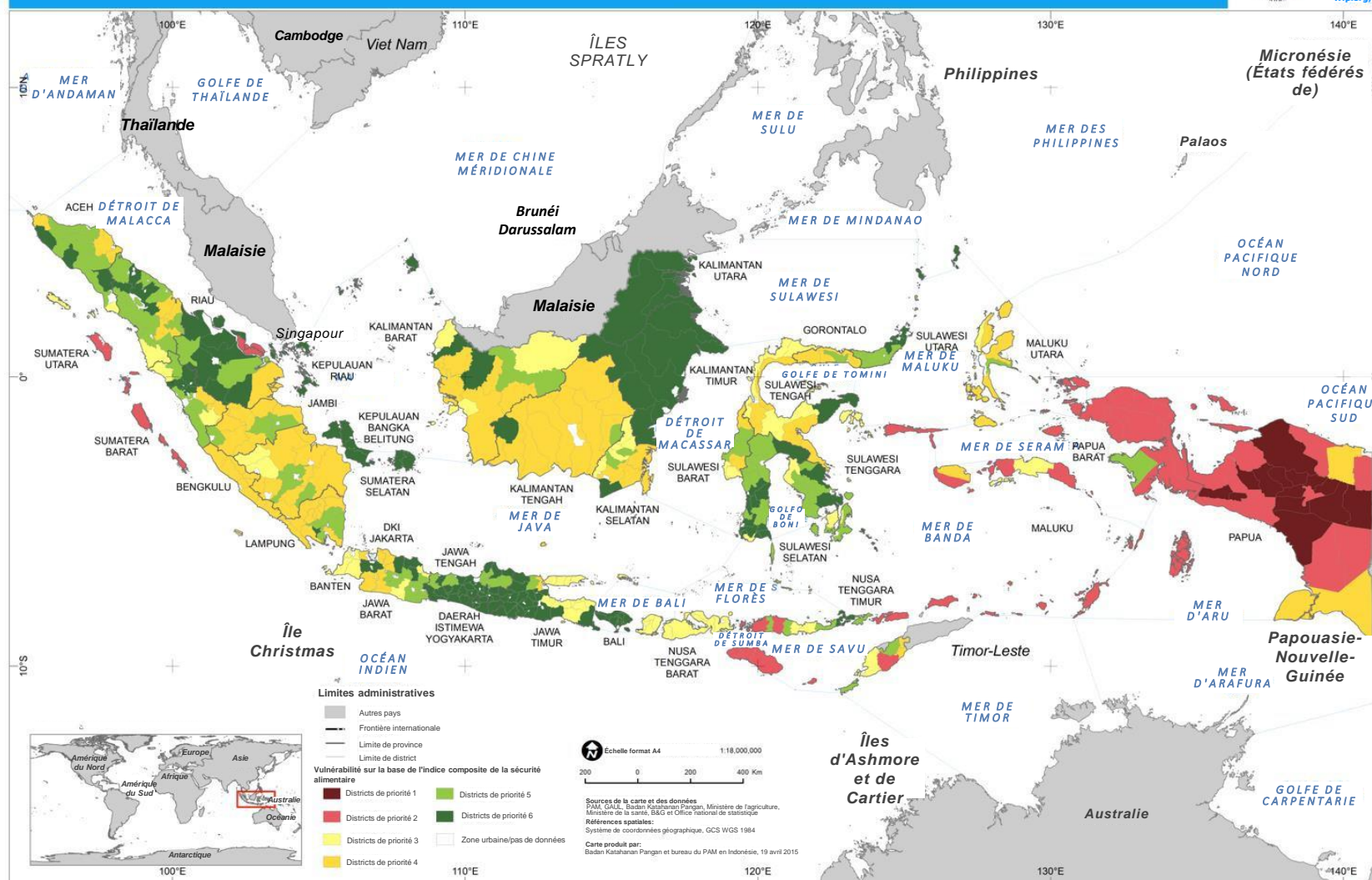
ANNEXE I: CADRE LOGIQUE

<p>Produit 2.1 Campagnes adaptées de promotion d'une alimentation équilibrée dûment assurées auprès des populations ciblées (lié à la catégorie de produits E).</p>	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> Le mouvement SUN continue de promouvoir le concept des 1 000 premiers jours de la vie; le Réseaux des donateurs, le Réseau des Nations Unies pour la nutrition et le Réseau du secteur privé du mouvement SUN apportent des contributions financières. Les Ministères de la santé et de l'éducation allouent des fonds pour relancer les activités d'alimentation scolaire.
<p>Produit 2.2 Programmes nationaux de protection sociale conçus de manière à améliorer l'état nutritionnel de leurs bénéficiaires (lié à la catégorie de produits B).</p>	
<p>Produit 2.2 Programmes nationaux de protection sociale reposant sur une aide alimentaire dispensés au profit des populations vulnérables sur le plan nutritionnel (lié à la catégorie de produits B).</p>	
<p>Effet direct stratégique 3 Renforcement des moyens logistiques d'urgence de l'Indonésie pour lui permettre de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée (lié à la catégorie d'effets directs 1.3)</p>	<p>Résultat stratégique 1 du PAM D'ici à 2030, chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, aura accès toute l'année à une alimentation suffisante, nutritive et saine (Cible 1 de l'ODD 2, Objectif stratégique 1).</p>
<p>Produit 3.1 Plateformes logistiques conçues et dûment gérées et exploitées (lié à la catégorie de produits C).</p>	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> L'Agence nationale de gestion des catastrophes alloue des fonds pour la conception, la construction et la gestion des six plateformes logistiques régionales.
<p>Produit 3.2 Réseau national d'approvisionnement en secours humanitaires renforcé (lié à la catégorie de produits C).</p>	
<p>Produit 3.3 PAM prêt à appuyer les secours d'urgence assurés par le gouvernement en cas de situation d'urgence de niveau 3 (lié à la catégorie de produits H).</p>	
<p>Résultats transversaux Partenariats: Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats Problématique hommes-femmes: Amélioration de l'égalité entre les sexes</p>	

Niveau de vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire, 2015

Carte 7.1

Niveau de vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire, 2015



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des siglés utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	aide publique au développement
APD	aide publique au développement
ODD	objectif de développement durable
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Renforcer la nutrition
OMS	Organisation mondiale de la Santé